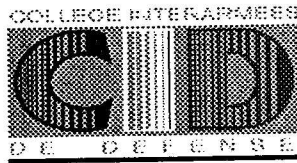


1998. 154



MEMOIRE DE GEOPOLITIQUE



EN QUELS TERMES SE POSE AUJOURD'HUI LA QUESTION MUSULMANE ?

**5ème Promotion 1997 / 1998
Division C / Groupe C 1
Décembre 1997**

**Commissaire principal de la marine
Cyriaque GARAPIN**

AVERTISSEMENT

EN QUELS TERMES SE POSE AUJOURD'HUI LA QUESTION MUSULMANE ?

Les drames qui agitent le monde musulman à l'époque contemporaine ne peuvent être compris sans chercher à mettre en perspective les événements qui ont marqué le cours de ce siècle.

L'écroulement de l'empire ottoman et l'accession à l'indépendance des nouveaux Etats musulmans ont mis en marche un jeu d'intérêts idéologiques et diplomatiques très dur. La quête d'un islam plus pur et militant a mis en mouvement les forces religieuses sur le terrain social et politique. La création de l'Etat d'Israël a suscité des extrémismes et des frustrations à la source d'un contentieux quasi irréductible avec l'Occident. Enfin, divine surprise, les considérables ressources financières dégagées de l'exploitation pétrolière sont venues apporter les moyens d'action et les capacités de chantage qui manquaient dans cette zone tenue à l'écart du développement économique.

Les contradictions du Moyen-Orient semblaient définitivement insolubles, mais la guerre du Koweït est venue bousculer la donne.

Situé à la fin des tensions entre l'est et l'ouest, ce conflit marque de façon éclatante la fin des blocages précédents. La communauté internationale vit la fin d'une paralysie causée par l'opposition irréductible du monde communiste avec l'Occident. La coalition réunit contre Saddam Hussein une alliance qui diffère largement des habitudes et enlève à Israël toute velléité d'intervention. La faiblesse des monarchies pétrolières du golfe, si actives et arrogantes auparavant, est crûment mise en valeur.

Les profonds changements ainsi manifestés constituent une chance historique à saisir pour tenter de régler le contentieux israélo-palestinien, pour faire revenir dans le concert des nations les Etats perturbateurs de la région, et pour limiter les effets déstabilisateurs de la propagande islamiste.

Ces chances risquent malheureusement d'être perdues si la super-puissance américaine ne fait pas preuve de réalisme et d'impartialité, notamment vis-à-vis d'Israël, dont le jeu extrêmement contestable à l'encontre des palestiniens commence à lasser la patience des Etats de la région.

PLAN

INTRODUCTION

A - LES CAUSES DU REVEIL DE L'ISLAM

1. La chute de l'empire ottoman et l'avènement de nouveaux Etats musulmans
2. Le réveil doctrinal et fondamentalisme
3. Israël : un abcès de fixation
4. La rente pétrolière

B - LE CONFLIT ENTRE L'IRAK ET LE KOWEIT ET SES CONSEQUENCES

1. La nouvelle donne
 1. 1 Le déblocage de l'action internationale
 1. 2 : Les équilibres politiques bousculés
 1. 3 : Les monarchies pétrolières sous tutelle
2. Les évolutions possibles
 2. 1 : La question israélo-palestinienne
 2. 2 : Révolutions ou stabilisation
 - 2.3 : Le prosélytisme d'Etat

CONCLUSION

INTRODUCTION

Evoquer la question musulmane aujourd'hui revient à ouvrir un dossier qui reste le cauchemar de nombreux diplomates. Elle figure en effet aux premiers rangs des crises et des foyers multiformes de tensions que la fin du conflit est-ouest, avec la menace existentielle qu'il a fait peser sur le monde pendant plus de quarante années, a laissé sous les feux de l'actualité.

Les profondes difficultés dans lesquelles se débat l'ancien monde soviétique, les tensions nationalistes remises en lumière par l'effondrement du « grand frère » communiste, les bouillonnements de l'Asie, l'irréversible pauvreté du continent africain, la mondialisation de l'économie, sont les forces nouvelles qui gouvernent aujourd'hui la « dérive des continents »: les séismes, les éruptions, la profondeur des lignes de fracture se manifestent périodiquement avec leurs habituels cortèges de souffrances, avec leurs espoirs de renouveau aussi. L'observation et la mesure de ces phénomènes sont aisées, mais leur anticipation et plus encore leur prévention ne s'avèrent hélas guère plus réalisables en géopolitique qu'en géologie.

Le devenir du monde musulman et le règlement des contentieux proche-orientaux, malgré la fin du conflit est-ouest particulièrement soulignée par la guerre du Koweït et la redistribution des cartes qui l'a suivie, demeurent tout aussi imprévisibles et d'une inextricable complexité. La possibilité d'une solution définitive au conflit israélo-palestinien semble s'être évanouie. L'évolution des monarchies du Golfe paraît toujours figée. La mise à l'index des régimes infréquentables comme l'Iran, l'Irak, ou la Libye se maintient. Les écarts de développement s'accroissent. L'incompréhension entre l'Orient et l'Occident se creuse. La mise en mouvement du fondamentalisme islamique prend un tour incontrôlable. La présence de minorités musulmanes conséquentes dans les pays occidentaux alimente des craintes identitaires.

Aussi, pour mieux comprendre le retour en force de la question musulmane au gré des grands bouleversements du XX^{ème} siècle ainsi que sa physionomie actuelle, la courte étude qui va suivre se propose-t-elle d'identifier les raisons du réveil de l'islam et du monde arabe. Elle s'efforcera ensuite de montrer en quoi la guerre du Koweït et la fin de la guerre froide offrent des chances d'aborder de façon résolument nouvelle le règlement des questions en suspens.

A - LES CAUSES DU REVEIL DE L'ISLAM

Le monde islamique, après avoir connu une phase d'expansion religieuse fulgurante au sud et à l'est du pourtour méditerranéen, après avoir vécu des heures brillantes de puissance politique et militaire qui virent son implantation sur l'ensemble du pourtour de la mer Noire et jusqu'aux abords de Vienne, après avoir exercé un rayonnement culturel intense, connaît son apogée au cours du XVIème siècle avec les règnes glorieux de Soliman et de Bajazet . Mais à ces temps qui firent trembler la chrétienté, succède une longue période d'engourdissement et de revers.

Contre toute attente, la période contemporaine marque pourtant un retour en force de l'équation musulmane dans l'équilibre du monde. Ce réveil cinglant peut être attribué à quatre principaux facteurs.

1. La chute de l'empire ottoman et l'avènement de nouveaux Etats musulmans

Héritier et continuateur des empires arabes des Abbassides et des Seldjoukides, l'empire ottoman réunit plusieurs siècles durant au sein d'une structure politique plus ou moins lâche de type féodal, l'ensemble des pays qui composent le monde musulman d'aujourd'hui. Le souverain ou suzerain ottoman est également Calife, c'est-à-dire le successeur et descendant du prophète Mahomet. Il incarne ainsi une puissance spirituelle unique exercée vis-à-vis de l'ensemble des croyants.

Grande puissance rivale de l'occident chrétien, la Sublime Porte a peu à peu sombré dans le déclin. Son expansion a d'abord été arrêtée et repoussée en Europe. Puis son unité s'est morcelée en Méditerranée laissant place à des constructions certes vassales, mais en fait difficiles à contrôler. Le manque de réforme, les luttes intestines, la corruption des élites, le repli sur soi et, enfin, le harcèlement des puissances coloniales européennes ont fait de l'empire ottoman l'homme malade de l'Europe du XIXème siècle.

Lors du premier conflit mondial, l'empire choisit le camp des vaincus et disparaît. Mustafa Kemal fonde alors dans le réduit turc un Etat fort, national, emprunt d'une aspiration moderniste marquée, mais qui se singularise surtout par un laïcisme intransigeant. La république est proclamée, et le sultan destitué est aussi privé de sa dignité religieuse par l'abolition définitive du califat (1924). La Turquie kémaliste inaugure ainsi une forme radicalement nouvelle d'identité susceptible d'être érigée en modèle. Ce qui reste de l'empire est placée sous la domination coloniale, protectorat ou mandat, de l'Angleterre (Palestine, Irak) et de la France (Syrie et Liban).

La seconde guerre mondiale et le mouvement de d'émancipation dont elle est l'amorce, modifient de nouveau la donne dans l'ensemble du monde musulman par la constitution d'Etats indépendants . De forme monarchique pour la plupart, certains de ces nouveaux pays sont d'abord en proie aux convulsions révolutionnaires et aux coups de main perpétrés par des chefs militaires audacieux. Exilés ou assassinés (Fouad II d'Egypte en 1952, Fayçal II d'Irak en 1958, Idris de Libye en 1969), les monarques laissent la place à des leaders charismatiques emprunts d'une dialectique progressiste, laïque et socialiste parfaitement en phase avec la logique des temps.

C'est l'époque où le géant soviétique, grande puissance en pleine confrontation avec les U.S.A., tente d'étendre dans le tiers-monde sa sphère d'influence. Les pays pauvres constituent le prolétariat de la planète qu'il est urgent de rendre conscient de son asservissement aux puissances d'argent qu'incarne l'Occident développé.

L'unité arabe est mise en avant par delà les vicissitudes de la décolonisation. La langue arabe est remise à l'honneur dans la formation des élites et des masses. L'arabisation de l'enseignement sera le vecteur de diffusion, par les professeurs venus d'Egypte le plus souvent, d'une nouvelle conscience arabe libérée et militante calquée sur le modèle nassérien.

La puissance militaire fait elle aussi l'objet de toutes les attentions grâce à l'aide technique et à la fourniture de matériel soviétique ; elle cimenter la stabilité incertaine des régimes et suscite une mystique nationaliste très fédératrice. L'organisation politique repose sur l'existence d'un parti unique, relais et soutien du chef de l'Etat. Des réalisations grandioses, dont le symbole le plus achevé restera la construction du barrage d'Assouan, sont lancées pour asseoir un nouveau sentiment de puissance.

Le fait religieux n'est pas banni mais les régimes politiques nouveaux n'y recherchent nullement leur assise principale.

Ne subsistent à l'écart de ce mouvement que les monarchies du golfe, l'Iran du shah jusqu'à son renversement en 1979, la Jordanie et le Maroc, qui n'échappent pas toujours cependant au goût pour une armée forte et bien arrimée au régime. Attachés à la relative garantie de stabilité politique que leur confère l'alliance américaine, les pays conservateurs ne souhaitent pas pour autant se démarquer catégoriquement des solidarités traditionnelles liant le monde arabe ou islamique. Ils ont le plus souvent partie liée avec les régimes progressistes dans le conflit qui les oppose à Israël et dans la subtile gestion de leurs intérêts pétroliers.

Voici pourquoi l'ensemble des nouveaux Etats, par leur forte personnalité et leur émancipation rapide, par la faculté qu'ils ont à échanger des idées voire des coopérants grâce à l'universalité de la langue arabe, ont réussi à construire un message idéologique fort. Ici réside un élément fondateur du renouveau musulman depuis la seconde guerre mondiale. La diversité des Etats musulmans, la complexité et la réversibilité de leurs alliances, les ambitions universalistes affichées par certains d'entre eux ont ainsi considérablement compliqué le jeu des puissances dominant la planète.

2. Le réveil doctrinal et fondamentalisme

Le renouveau religieux constitue un second élément du réveil du monde musulman. Ce fondamentalisme qui abreuve les chroniques depuis maintenant presque vingt ans a pris des formes diverses suivant les pays, et a pu s'exprimer de manière très différente.

Pour bien mesurer ce phénomène, il importe tout d'abord de rappeler rapidement les éléments du déclin religieux, ou de ce que certains auteurs ont pu qualifier de décadence.

L'islam est une religion aux préceptes simples, et l'observance de pratiques réduites (c'est-à-dire des cinq piliers de l'islam que sont la foi en Allah, les cinq prières quotidiennes, le jeûne du Ramadan, l'aumône annuelle et, si possible, le pèlerinage à la Mecque) permet d'être un bon musulman. Le succès fulgurant de l'expansion musulmane dès le premier siècle de l'hégire peut être notamment attribué à la réussite d'un message aussi simple auprès des populations de l'Orient, d'ores et déjà acquises au monothéisme (Allah est le Yahvé des Juifs et le Dieu le père des chrétiens) mais profondément lassées des querelles théologiques et des hérésies chrétiennes. A la simplicité des préceptes s'ajoute une relative tolérance à l'égard des juifs et des chrétiens. Il faut rappeler enfin que la prise du pouvoir par les ottomans au XII^{ème} siècle soumet l'empire à un peuple non arabe - les ottomans sont originaire d'Asie centrale. Leur conversion à l'islam ne fut qu'une façon d'assurer durablement la mainmise sur l'empire, notamment grâce au califat. Aussi l'empire ottoman ne mettra-t-il pas le fait religieux au tout premier plan de ses préoccupations et fera montre bien souvent d'une confortable largeur de vue.

Une première réaction doctrinaire viendra d'Abd al-Wahhab au XVIII^{ème} siècle. Il se fait l'apôtre d'un retour à la pureté du dogme et d'une mise en pratique stricte des préceptes de Mahomet dans la vie sociale et politique : la charia. Sa doctrine séduit Saoud, l'un des chefs de tribu du Nedjd s'opposant à la tutelle ottomane et dont la descendance connaîtra un sort remarqué avec Ibn Saoud et Fayçal, puisqu'elle étendra sa souveraineté sur la majeure partie de la péninsule arabe et ravira à la monarchie hachémite (famille du roi Hussein de Jordanie) le contrôle des lieux saints de l'Islam. Cette alliance réussie du sabre et du Coran va constituer un modèle de référence et rayonner dans l'ensemble du monde musulman par le prosélytisme actif de l'Arabie Saoudite, conforté par les solides moyens financiers nés de la rente pétrolière, et la couverture d'une respectabilité politique sans équivoque d'une monarchie conservatrice alliée des Etats Unis d'Amérique.

La création des « frères musulmans » en Egypte en 1928 pose un deuxième jalon. Ce mouvement vise aussi à revenir aux sources de l'islam, qu'elles soient théologiques, sociales ou politiques. Il s'adresse à toutes les couches sociales, notamment aux jeunes et aux plus modestes, désignant la soumission à l'Occident et à son mode de vie comme la source de corruption et d'affaiblissement du monde musulman. La confrérie connaîtra un vif succès, et se diffusera dans l'ensemble des pays arabes, faisant preuve d'un grand dynamisme missionnaire et d'une organisation adaptée à l'action militante.

La révolution islamique iranienne, procède elle aussi du renouveau doctrinal, même si son message et ses manifestations restent très liées à la majorité chiite qui domine ce pays. Elle se fonde sur un retour aux valeurs traditionnelles de l'islam, conçu comme antidote au poison mortel inoculé aux peuples musulmans par le « grand Satan » américain, incarné par le régime du shah qui avait voulu aller sans doute trop vite et trop loin sur les chemins de la modernité. L'échec et les humiliations successives infligées aux USA vont donner à la révolution iranienne une aura considérable dans le monde musulman, et constituer un nouveau support au prosélytisme religieux et politique dans de nombreux pays voisins.

La diffusion rapide des messages dits « fondamentalistes » peut quant à elle être attribuée à trois séries de facteurs. A l'échec économique et social des régimes progressistes tout d'abord, qui ont gaspillé les ressources économiques et financières dont ils disposaient dans des projets ambitieux mais sans issue, dans des dispositifs militaires surabondants, dans une corruption généralisée des élites gouvernantes, quand ces ressources n'ont pas été purement et simplement stérilisées dans des projets collectivistes. Souvent opposés à l'Occident, ces régimes ont néanmoins eu pour idéal une modernité importée et maintenant rejetée.

Le fondamentalisme a aussi, il faut l'avouer, été utilisé par les pays occidentaux comme rempart contre le communisme dans des régions où celui-ci se faisait conquérant. Le cas du conflit afghan est particulièrement parlant, et nombre de moudjahidin, venus de pays musulmans, ont été formés et entraînés pour aller combattre dans cette nouvelle guerre sainte contre les soviétiques.

Sa diffusion auprès des masses a également bénéficié d'un facteur technique favorable avec la diffusion régulière de millions de cassettes audio, à coût quasi nul, auprès des foules de fidèles des mosquées des quartiers populaires. Cette diffusion très décentralisée et incontrôlable, à la portée de n'importe quel uléma un peu charismatique, atteint ainsi toutes populations et vainc sans difficulté les barrières de l'analphabétisme.

La religion musulmane a retrouvé ainsi des bases spirituelles, dont nombre d'organisations ou de gouvernements se sont servis pour faire miroiter aux masses de laissés pour compte une alternative politique simple et prometteuse de jours meilleurs.

3. Israël : un abcès de fixation

Le réveil arabe et musulman va également trouver un puissant catalyseur avec la création de l'Etat d'Israël à partir de 1948 et la lutte à mort qui va marquer pendant des années la vie du nouvel Etat et des voisins, celle du monde arabe en général.

Lorsque Théodore Herzl conçoit le sionisme à la fin du XIX^{ème} siècle, il formalise l'idée de la création d'un Etat juif où pourraient se regrouper tous ceux qui vivent depuis la nuit des temps les drames de l'exil et la haine des autres peuples. Si la création de cet Etat en Palestine répond à la restauration des promesses divines de la Bible, il n'est pas encore exclu que d'autres points de la planète en soient l'assise territoriale. La déclaration Balfour de 1917, énoncée unilatéralement par l'empire britannique sur le foyer de peuplement juif en Palestine, constitue néanmoins un premier pas. Les horreurs de la solution finale et l'extermination de six millions de juifs d'Europe par l'Etat national socialiste précipitent les choses et rendent urgent de donner un gage à ceux qui viennent de subir l'indicible. L'arrivée de juifs en Palestine s'intensifie dès 1946, l'Angleterre laissant faire. L'autoproclamation de l'Etat d'Israël aux dépens des populations palestiniennes en 1948 fait exploser un des conflits les plus longs de ce siècle.

Il serait trop long et hors de propos dans cette étude de revenir en détail sur les étapes du conflit israélo-arabe. Il faut retenir simplement que l'ennemi commun va offrir au monde arabe une incomparable source d'union. Union tout d'abord dans le cadre d'actions militaires successives visant à éliminer l'Etat d'Israël. Toutes ces tentatives vont se solder par des échecs cuisants, sources de frustrations intenses pour tous les arabes. Le contentieux va vite se compliquer en s'insérant dans la

logique élargie du conflit est/ouest. Les Etats Unis d'Amérique, alliés inconditionnels d'Israël, y voient notamment un vecteur essentiel pour contrecarrer les menées déstabilisatrices de l'URSS dans la zone. Si cette alliance les gêne considérablement dans leurs relations avec leurs autres alliés arabes, elle leur permet aussi de se poser en intermédiaire indispensable entre belligérants. Mais la question palestinienne, exacerbée par la lutte armée et le recours au terrorisme de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), reste parfaitement insoluble.

Cependant, les tentatives de règlement négocié restent largement infructueuses. Seuls les accords de Camp David (1978), qui soldent le contentieux entre Israël et l'Egypte, contribuent à modifier la donne et ouvre une première brèche dans le front du refus. Les deux pays se reconnaissent mutuellement, règlent leur contentieux territorial et établissent les conditions de leur sécurité mutuelle. La position égyptienne suscite un tollé dans le monde arabe, et est loin de recueillir l'aval du peuple égyptien.

Le refus viscéral d'Israël constitue donc un signe de ralliement pour l'ensemble des peuples musulmans. Les guerres ouvertes, l'irrespect des résolutions de l'ONU, les opérations militaires « préventives », les opérations de rétorsion, l'occupation de nouveaux territoires et les implantations de colons, sans oublier la proclamation unilatérale de Jérusalem comme capitale d'Israël, un maintien de l'ordre brutal, l'intifada, les attentats de l'OLP, puis de mouvements comme le Hamas ou le Hezbollah, sont les tristes épisodes d'un feuilleton qui alimente quotidiennement la haine entre les protagonistes et bloque irrémédiablement toute négociation.

4. La rente pétrolière

Un dernier élément peut être considéré comme déterminant dans le renouveau musulman. Le fait que le sous-sol de nombreux pays musulmans recèle des ressources énergétiques considérables, notamment pétrolières et gazières, a totalement changé la face des choses en donnant une importance géopolitique cruciale et d'énormes moyens financiers à ces pays. L'exploitation des ressources est intervenue de manière quasiment concomitante avec l'émancipation politique des nouveaux Etats.

La montée en puissance de l'exploitation pétrolière a été marquée par la prise de contrôle des ressources par les Etats, et par l'établissement d'une structure fédérant les intérêts communs des fournisseurs face aux clients. Cette politique de cartel instaurée par les pays de l'OPEP a permis une augmentation considérable des prix de vente (de 2,8\$ par baril à 12\$) créant ainsi un premier choc pétrolier dans les économies occidentales en 1974. Un deuxième choc pétrolier intervient en 1978 avec une augmentation du baril de 12 à 18\$. Un troisième choc suit en 1981, avec cette fois un renchérissement des cours du dollar américain (de 4,04 en 1980 à 10,61 francs en 1985). Pour la première fois dans l'histoire, des peuples du tiers monde tenaient la dragée haute aux sociétés développées qui s'étaient imprudemment laissées enfermer dans une dépendance énergétique quasi exclusive vis-à-vis du pétrole. A cette victoire politique et psychologique s'ajoute consécutivement des disponibilités financières considérables, sources d'un avenir tout différent de celui qui se dessinait normalement pour ces arpents de déserts.

Le levier pétrolier destiné à exercer une pression insupportable sur les pays occidentaux a pourtant partiellement fait long feu. Les consommateurs ont réduit et diversifié leurs besoins énergétiques. La découverte de nouveaux gisements a laminé la part des ventes des pays de l'OPEP. La guerre entre l'Iran et l'Irak a mis à mal la discipline des quotas de production impartis à chacun. D'autre part, les monarchies du golfe, qui ont de faibles capacités d'absorption de capitaux pour leur équipement propre, ont dû placer leurs énormes surplus financiers dans le réseau bancaire occidental. De client, l'Occident s'est aussi mué en fournisseur d'équipements civils et militaires. Une certaine dépendance subsiste donc au travers de ce mécanisme que les économistes ont qualifié de « recyclage des pétrodollars ». Des disparités de richesse de plus en plus criantes viennent mettre en porte à faux vis-à-vis de masses bloquées dans les rets du sous-développement, une nouvelle aristocratie arabe « surfortunée » et séduite par les charmes du luxe et du mode de vie « à l'américaine ».

Mais la rente pétrolière va malgré tout donner à des pays comme l'Arabie Saoudite ou l'Iran d'énormes moyens pour faire rayonner l'islam rénové dont ils se sont fait les chantres : les constructions de mosquées, l'apport d'aides au développement soumises à la mise en oeuvre par le bénéficiaire de mesures conformes à une vision stricte de la société islamique, la construction d'écoles coraniques, la mise sur pieds de réseaux missionnaires et activistes en sont les manifestations. Ce prosélytisme « intégriste » prend racine aussi bien dans les pays musulmans que dans les pays d'Afrique Noire, en Europe et aux USA.

*

* *

Le retour sur le devant de la scène des questions musulmanes, dont la première partie de cette étude vient de décrire les ressorts essentiels, constitue un défi permanent pour les pays occidentaux. Les Etats appartenant à la sphère islamique occupent une zone géographique éminemment importante dont les enjeux géopolitiques sont majeurs : enjeux énergétiques tout d'abord, car il est encore inimaginable aujourd'hui de se passer ou d'abandonner à d'autres les ressources pétrolières et gazières du golfe persique ; enjeux de communication entre l'Europe et l'Asie par le maintien d'une libre circulation maritime en Méditerranée, dans le canal de Suez et en océan Indien ; enjeux de sécurité et de stabilité entre des pays unis par le fait religieux et la langue, mais qu'opposent aussi des stratégies et des intérêts contradictoires, des visions universalistes de la cause musulmane ou arabe différentes, des perspectives d'avenir très contrastées, sans oublier le ferment de violence entretenu par la présence d'Israël au coeur de la zone ; enjeux religieux, culturels, et éthiques dans la confrontation du monde musulman avec le modèle de modernité diffusé par l'Occident au travers de l'économie libérale de marché, des droits de l'homme, de laïcité des organisations politiques, et de la liberté individuelle.

Pour toutes ces raisons, les pays occidentaux s'impliquent dans la vie du monde musulman, et cherchent à mieux le comprendre, pour participer à son équilibre.

B - LE CONFLIT ENTRE L'IRAK ET LE KOWEÏT ET SES CONSEQUENCES

L'effondrement du monde communiste et la fin des tensions est/ouest vont être un facteur d'évolution déterminant pour le Moyen-Orient. Ce bouleversement s'est manifesté dans la région par un séisme de grande ampleur. En concrétisant ses menaces d'annexion par les armes de l'émirat du Koweït au mois d'août 1990, l'Irak de Saddam Hussein va entraîner une crise internationale dont les conséquences pour l'équilibre du monde musulman sont incalculables. La courte analyse qui va suivre tente de préciser en quoi la donne précédemment décrite se trouve chamboulée, et de quels changements d'équilibres surgirent les chances d'un règlement global des contentieux moyen-orientaux. Elle s'attachera à tracer un premier bilan des conséquences réelles de ce conflit sur les équilibres géopolitiques du monde musulman et des perspectives laissées par une situation où cherchent à se maintenir les blocages d'antan.

1. La nouvelle donne

Sans qu'il soit besoin ici de décrire en détail les différentes phases de la dernière guerre du golfe, une courte remise en perspective s'impose néanmoins pour situer les bouleversements qu'elle consacre.

1. 1 : Le déblocage de l'action internationale

Après huit années de guerre impitoyable contre l'Iran, l'Irak de Saddam Hussein fini par accepter la cessation des hostilités en 1988. Il n'a engrangé aucun bénéfice majeur du conflit qu'il avait pourtant déclenché en 1980, croyant profiter d'un voisin désorganisé par une révolution qui a jeté à bas le régime autocratique du Shah. L'espoir d'un débouché plus confortable sur le golfe persique, du contrôle du Chatt-et-Arab s'est évanoui. Aucun gain territorial n'est à mettre à l'actif de cette guerre. Nullement déstabilisée, la nouvelle république islamique, forte d'une supériorité numérique d'un à trois, semble au contraire avoir fédéré derrière elle toute l'énergie nationale et avoir assis sa légitimité dans cette dure épreuve où près d'un million de musulmans ont trouvé la mort.

L'Irak a été ouvertement soutenu dans son effort de guerre, tant par les monarchies du golfe que par les occidentaux, fort satisfaits de voir les imprévisibles mollahs de Téhéran aux prises avec un conflit long et éprouvant. Son image politique intérieure et extérieure n'est pas particulièrement affectée par ce match nul somme toute assez honorable. Son armée est l'une des mieux organisée et des mieux entraînées de la région.

Saddam Hussein croit alors pouvoir prendre le gage qu'il espérait en 1980 sur le petit émirat de Koweït. Accès à la mer, richesse pétrolière considérable, régime politique autocratique indéfendable, arrogance irritante de l'émir Jaber à son égard sur le dossier de la dette, rôle international réduit, territoire ayant été inclus dans la sphère d'influence de Bagdad, indifférence affichée des Etats Unis, telles furent les raisons qui contribuèrent à pousser l'Irak sur les voies d'une annexion brutale au beau milieu de l'été 1990.

Se sentant directement menacée dans sa sécurité, l'Arabie Saoudite va enclencher la mécanique d'une réaction internationale dont Bagdad n'avait sans doute imaginé ni l'ampleur, ni la rapidité.

Plusieurs facteurs ont été à l'origine de ce phénomène. L'équilibre géopolitique de la planète vient de basculer avec le mur de Berlin. L'Union Soviétique de Mikhaïl Gorbatchev est en pleine déconfiture et l'affrontement des blocs a fait place à des tentatives de transition douce vers des réformes de structure. L'URSS n'est pas en mesure de jouer de sa pleine puissance, elle a besoin d'argent frais, et d'un modus vivendi honorable avec le géant américain. Elle ne bloque plus le dispositif de règlement des conflits par le bras armé de l'Organisation des Nations Unies, dispositif paralysé depuis la guerre de Corée. La charte de l'ONU va donc pouvoir fournir le cadre juridique à une action de vive force pour contraindre l'Irak à évacuer le Koweït, sous forme d'un mandat confié à une force multinationale dont les USA assureront le leadership.

Les USA ont donc une liberté d'initiative presque totale, d'autant que deux années séparent encore le déclenchement des opérations de l'élection présidentielle.

Les monarchies du golfe, alliées des USA, et l'Arabie Saoudite tout particulièrement, craignent d'être rayées de la carte comme le Koweït vient de l'être. Sans que les intentions du dictateur irakien soient parfaitement claires sur les suites de son aventure, une déroute militaire des monarchies pétrolières en cas d'agression constitue une hypothèse plus que probable. Voir la plus grande part des ressources énergétiques de la région entre les mains de Saddam Hussein est parfaitement inacceptable.

Enfin, l'Irak semble s'approcher dangereusement du seuil d'un club très fermé : celui des puissances dotées de l'arme nucléaire.

1. 2 : Les équilibres politiques bousculés

Le jeu diplomatique intense et l'équilibre subtil des participations à la force multinationale d'intervention vont pouvoir s'élaborer au cours des six mois qui séparent l'invasion du Koweït (2 août 1990) et le début de l'opération « tempête du désert » (16 janvier 1991). Chaque parti a eu dans ce laps de temps important la possibilité de connaître les options et la détermination des différents pays, de se situer en toute connaissance de cause. Deux systèmes d'alliance s'érigent sans précipitation. L'une est active et engage des troupes. L'appartenance à ce camp traduit une position tranchée. Une victoire, si victoire il y a, assurera une position dominante lors des suites du conflit. L'autre se constitue sur un mode exclusivement politique : soutien à l'Irak ou au moins condamnation d'une opération anti-arabe orchestrée par les USA, laissant cependant planer l'incertitude la plus totale sur la nature et l'ampleur de l'assistance militaire. L'issue de la crise est incertaine, car l'armée irakienne passe pour excellente et dotée d'armes de destruction de masse comme les fameux missiles SCUD ou d'importantes capacités chimiques.

Ce contexte presque psychologique traduit l'importance des modifications qui interviennent alors sur l'échiquier du Moyen-Orient.

Une complète et nécessaire mise sur la touche d'Israël par les USA dans ce conflit constitue une première brèche dans le dispositif habituel. Les forces américaines protégeront l'Etat juif des agressions promises par l'Irak, qui tirera effectivement sur

lui quelques missiles SCUD, mais Israël est militairement et politiquement privé de toute liberté d'action. La vue sur toutes les chaînes de télévision de familles israéliennes enterrées dans leurs abris, terrorisées et portant le masque à gaz, est perçue par le monde musulman comme un très fort symbole de faiblesse. C'est une grande première.

L'adhésion à la coalition américaine de la Syrie de l'infréquentable Syrie de Hafez-el-Assad marque également un tournant. Perçue comme une divine surprise par les USA, ce « ralliement » offre une caution morale considérable car il évite que le conflit soit perçu par l'opinion publique arabe comme un affrontement du bloc des Etats conservateurs et pro-occidentaux contre le bloc de Etats progressistes. Non seulement la Syrie obtient de sa démarche un quasi blanc-seing pour le règlement selon ses vues de la question libanaise, mais se voit aussi partiellement absoute des nombreuses actions terroristes soutenues par elle depuis des années et qui lui valait la plus complète mise à l'écart par les USA.

La coalition anti-irakienne réunit dans ses rangs, dans une communauté d'intérêts mais aussi de risques, des pays occidentaux, des pays du tiers monde, des riches et des pauvres, des pays musulmans et des pays de tradition chrétienne : aux côtés des USA (500 000 h) et de toutes les monarchies du golfe (130 000h) se remarquent les très fortes participations militaires égyptiennes (36 000h), syriennes (20 000h), pakistanaïses (10 000h) et marocaines (1200h), sans oublier les corps expéditionnaires britannique (36 000h) et français (19 000h).

L'action militaire contre l'Irak est désapprouvée très clairement par l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) dont le chef, Yasser Arafat, rencontre Saddam Hussein pour lui manifester son soutien. La Libye, le Soudan et le Yémen expriment la même solidarité. Le roi Hussein de Jordanie est très gêné par la situation et tente de concilier le choix pro-irakien de son peuple et l'après-crise qu'il pressent bien comme favorable aux USA. L'Iran, l'ennemie d'hier profite de la situation pour solder encore un peu plus favorablement le contentieux sanglant des années passées contre sa neutralité. Djibouti, l'Algérie, la Tunisie, la Mauritanie, la Somalie et le Liban refusent de se déclarer hostiles à l'Irak.

1.3 : Les monarchies pétrolières sous tutelle

La crise koweïtienne a mis en lumière de façon particulièrement crue la grande fragilité de l'Arabie Saoudite et de ses voisins.

L'insolente supériorité de ces régimes autoritaires, rigoristes et prosélytes a longtemps traduit le pouvoir conféré par l'argent et le contrôle d'une grande part des ressources énergétiques. Elle a trahi le complexe du nouveau riche qui peut enfin s'offrir le luxe de mépriser ceux qui ont cru pouvoir impunément humilier le monde arabe. Elle s'est assise sur la fierté d'assurer la protection des lieux saints et de revendiquer par là même un rôle de guide spirituel vis-à-vis des croyants.

Mais il a été prouvé en 1990 que les attributs de la puissance, qu'ils soient spirituels ou économiques, qu'ils s'affichent par des matériels militaires modernes et ultra sophistiqués ne font pas la puissance. Ces puissances ont les pieds d'argile de pays trop neufs, de prospérités trop artificielles, de nations minoritaires sur leurs propres

terres, de labours quotidiens achetés à une foule d'immigrés méprisée, d'armées inexpérimentées, d'élites devenues couardes.

Le roi d'Arabie a donc fait appel à l'Occident pour le protéger. Il tolère depuis la présence massive d'infidèles sur son territoire pour assurer sa protection. L'impact de cette présence, de cette garantie demandée aux USA, est considérable dans le monde arabe et contribue à ternir une image de pureté et de grandeur. La présence américaine offre un risque de contagion culturelle sur une jeunesse blasée. Le monde entier sait aussi que la guerre a coûté des fortunes aux Etats du golfe et qu'une obligation d'équipements militaires continuera à grever lourdement leurs budgets.

La crise du Koweït a donc conféré aux Etats Unis d'Amérique une nouvelle envergure au Moyen-Orient, tant vis-à-vis du monde arabe que d'Israël. Le fait que l'OLP ait choisi le mauvais camp, que les monarchies du golfe soient désormais prisonnières de leur allié américain, que l'Irak n'ait plus voix au chapitre, que la Syrie laissée libre au Liban redevienne un partenaire possible, a modifié le centre de gravité géopolitique du monde musulman. Une chance incomparable de faire évoluer favorablement les dilemmes qui l'assaillent depuis la fin de la seconde guerre mondiale a vue le jour.

C'est pourquoi les derniers développements de cette étude s'attacheront-ils à tracer les nouvelles perspectives d'évolution permises par la dernière guerre du golfe, manifestation de la disparition des tensions est/ouest.

*
* * *

2. Les évolutions possibles

La force du choc induit par la crise koweïtienne et la déroute militaire irakienne a ouvert au Moyen-Orient une « fenêtre de négociations ». Le monolithisme du monde musulman et son hermétique repli sociologique, religieux et politique ont semblé connaître quelques brèches. Si les pays occidentaux ont réagi avec une telle vigueur à l'atteinte subie par un petit Etat sans défense, c'est bien parce que leurs intérêts énergétiques étaient menacés, et que l'accession d'un pays comme l'Irak au statut de puissance nucléaire était inacceptable. Une telle mobilisation, l'emploi d'une stratégie aussi radicale, n'auraient sans doute pas eu lieu, il faut le dire honnêtement, pour le simple respect du droit dans une région du monde moins riche en potentialités.

Toujours est-il qu'une alliance entre pays musulmans et pays occidentaux, même temporaire et strictement intéressée, a vu le jour. Une communauté d'intérêts s'est manifestée. Une formidable occasion de dialogue est née. Des situations crispées depuis des années ont pu apparaître sous un angle différent et être appréciées avec un oeil neuf.

2.1 : La question israélo-palestienne

Au coeur de toute évolution se situe d'abord Israël. L'amélioration des relations entre l'Occident et les pays musulmans passent d'abord par là.

Dès la fin du conflit, l'administration Bush n'a pas fait mystère de ses intentions. L'inflexible et total parti pris en faveur d'Israël avait vécu. Des négociations entre l'Etat hébreux et les palestiniens devaient s'instaurer rapidement pour résoudre le contentieux. Ce fut chose faite à New York sous l'égide des Nations Unies. Des tractations officielles se tinrent entre le gouvernement d'Yitzak Shamir et des représentants palestiniens, personnalités en vue dans les territoires occupés, des notables palestiniens en quelque sorte. L'OLP marginalisée n'avait pas directement voix au chapitre et n'était en aucun cas partie aux discussions. M. Shamir ne l'aurait pas accepté. Ces discussions aboutirent à la très fameuse conférence de Madrid ouverte le 30 octobre 1991. Ce rendez-vous fut à la fois hautement symbolique et médiatique, puisqu'autour de la même table s'asseyaient pour la première fois tous les chefs d'Etats et de gouvernements des deux partis, sous la présidence conjointe de M. Bush et de M. Gorbatchev. Israël refusant que la négociation soit à la fois multilatérale et fondée sur le droit émanant des différentes résolutions onusiennes, la conférence renvoya à des négociations bilatérales et successives le règlement point par point des différends. Ces discussions n'aboutirent à rien de concret et s'interrompirent même assez rapidement.

L'arrivée aux affaires d'Yitzhak Rabin au cours de l'été 1992 permit de décriper la situation et de relancer le processus. Ce furent surtout des négociations directes et secrètes conduites en Norvège entre des émissaires israéliens et des membres de l'OLP qui donnèrent un tour déterminant au dossier. Les négociations officielles ainsi court-circuitées, un terrain d'entente fut trouvé et aboutit à la signature des accords de Washington le 13 septembre 1993 et à une poignée de mains historique entre Rabin et Arafat. L'euphorie du moment, le caractère miraculeux du rapprochement firent oublier les lacunes du texte.

Arafat sentant que le moment n'avait jamais été aussi favorable pour progresser, et trouvant là le moyen de laver l'OLP du discrédit qui pesait sur elle depuis les mauvais choix de la crise irakienne, voulu rapidement aboutir à un accord. Le texte, pour rester secret, ne fut pas soumis à l'avis d'experts techniques ni aux instances politiques de l'OLP. Il se caractérise par un déséquilibre important entre les obligations imposées aux deux parties : contraintes claires et tangibles pour les palestiniens en matière de maintien de l'ordre, de lutte contre les groupes armés, et d'administration des populations placées sous son autorité. En revanche, rien de véritablement contraignant n'est déterminé quant aux obligations israéliennes : évacuation des territoires occupés, statut de Jérusalem, retrait des colonies juives, adaptation du calendrier fixant les différentes phases d'application de l'accord, arbitrage indépendant pour l'application des conditions suspensives, et surtout à terme création ou non d'un Etat palestinien.

Un battage médiatique sûr de lendemains enchanteurs fit également oublier que sur le terrain, les tensions entre les populations restaient encore et toujours explosives. L'expulsion de 400 militants du Hamas au sud Liban, l'assassinat de 30 palestiniens en prière à Hébron, des attentats meurtriers dans des autobus israéliens, tous revendiqués par le Hamas, le comportement expéditif des forces israéliennes en territoires occupés, égrainent pourtant la litanie d'une violence qui semble plus exacerbée que jamais.

L'assassinat de M. Rabin le 4 novembre 1995 par un jeune juif intégriste rappela à tous que beaucoup de chemin restait à faire. Shimon Peres, artisan des accords de Washington poursuivit vaille que vaille une politique de main tendue. Mais une

violence persistante aboutit au renversement de la coalition travailliste et à l'arrivée au pouvoir de M. Benyamin Natanyahou. Elu sur des thèmes sécuritaires et nationalistes, le nouveau gouvernement s'empressa de mettre en panne le processus de paix.

La suite est hélas connue, et a été récemment qualifiée par M. Hubert Védrine, ministre français des affaires étrangères, de « politique catastrophique ». Clairement opposé à poursuivre les retraits auxquels s'étaient engagés ses prédécesseurs, le gouvernement maintient au contraire une forte pression policière dans les territoires occupés, là où sont de nouveau encouragées des implantations de colons juifs, crie haut et fort qu'il n'est pas question de statut international pour Jérusalem, et place Yasser Arafat dans une position intenable. Le chef de l'autorité palestinienne doit pourchasser avec toujours plus de rigueur les palestiniens responsables des violences, rigueur sans commune mesure avec les peines encourues par les israéliens responsables de semblables débordements.

L'administration Clinton qui parraine les négociations de paix depuis son accession au pouvoir en janvier 1993, n'a pas fait preuve vis-à-vis d'Israël de la fermeté manifestée par le tandem Bush-Baker. Ce manque de détermination nuit manifestement à la progression de ce très épineux dossier, et contribue à reconstituer les blocages antérieurs à 1990.

Il n'est pas encore possible de préjuger des chances de reprise et de succès du processus de paix dont le blocage peut être déploré aujourd'hui. L'acceptation d'un Etat juif au coeur du Moyen-Orient ne pourra être que le fruit d'une évolution lente et parsemée d'embûches. Pour négative que soit la conjoncture politique sur ce point, les réels progrès accomplis depuis 1991 ne doivent pas être passés par pertes et profits : traité de paix entre Israël et la Jordanie, reconnaissance de l'OLP comme représentant des palestiniens, dépénalisation des relations avec un membre de l'OLP, établissement de l'autorité palestinienne dans une partie de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, le projet de retrait du plateau du Golan, la définition de partenariats économiques avec les voisins de la région.

Pour aller plus loin, le gouvernement israélien ne pourra faire l'économie d'un modus vivendi acceptable avec les palestiniens, fondé sur la reconnaissance de droits inaliénables et légitimes, la garantie d'une « surface » d'autonomie politique, économique, sociale et culturelle.

2.2 : Révolutions ou stabilisation

Sans constituer le remède miracle à tous les maux du monde musulman, la fin des tensions dont Israël est l'épicentre et la disparition du duel entre l'est et l'ouest peuvent néanmoins contribuer à donner une dynamique nouvelle aux différents Etats de la région. Dans un tel contexte, il est concevable de voir les Etats musulmans s'acheminer vers une normalisation de leurs relations extérieures et se consacrer réellement aux défis internes qui se posent à eux. Ces défis sont communs à de très nombreux pays du tiers monde. Ils ont trait à la légitimité des régimes politiques en place, aux rapports entre le fait religieux et la société, ainsi qu'à l'essor économique capable de satisfaire les besoins d'une population en plein essor.

L'assise stable des pouvoirs en place souffre aujourd'hui des conséquences de l'histoire contemporaine. De création la plus souvent récente, les Etats musulmans conservateurs ou progressistes, sont encore gouvernés par une génération de pionniers, marquée par les durs combats de l'émancipation, l'instabilité des premiers temps, et le jeu dévastateur des grandes puissances américaine et soviétique.

Ce contexte n'a été favorable ni aux droits de l'homme, ni même au respect des minorités. Il suffit de penser aux kurdes d'Irak, aux coptes d'Egypte et du Soudan, à l'élimination d'opposants dont la Syrie, l'Irak, ou l'Iran, que ce soit celle du Shah ou celle de l'ayatollah Khomeiny, se sont fait les spécialistes. Ces régimes forts et autoritaires, même quand ils procèdent d'élections libres, fonctionnent sur la base d'un parti unique ou institutionnel, le FLN en Algérie, les partis Baas en Irak et en Syrie, le néo-Destour en Tunisie, le parti national démocratique en Egypte. Fortement marquées par des élites politiques appartenant ou issues de l'armée, représentant l'ethnie ou la tendance religieuse dominante, monopolisées par la famille régnante ou ses soutiens traditionnels dans le cas des monarchies, les classes dirigeantes ne font encore que rarement appel à des techniciens de haut vol en matière d'économie, d'infrastructures, d'organisation administrative. Insuffisamment contrôlée, leur action laisse partout la place à une très forte corruption, et méconnaît la transparence nécessaire à l'établissement de relations juridiques et économiques fiables. Pour progresser, les pays musulmans vont donc devoir répondre dans les années qui viennent à ces questions d'organisation, de choix de compétences et de légitimité. Ces réponses se font d'autant plus urgentes dans les cas où la légitimité des gouvernements est largement et radicalement contestée. Les années qui viennent vont voir arriver aux affaires de nouvelles générations de dirigeants. Il importe qu'elles soient mieux formées, moins prisonnières des héritages historiques, plus soucieuses de leur légitimité populaire, moins rétives au pluralisme politique. L'arrivée au pouvoir en Tunisie du président Ben Ali peut être considérée comme un succès. L'Egypte d'Hosni Moubarak semble également emblématique, en dépit des graves difficultés économiques et sociales de ce pays. Les successions d'Hassan II du Maroc, du roi Fahd d'Arabie saoudite, d'Hussein de Jordanie, ou des grands leaders historiques comme Hafez-el-Assad, Kadhafi ou Yasser Arafat vont s'ouvrir dans les années qui viennent. Leurs succès seront déterminants.

La place du fait religieux musulman dans la société et au sein des institutions politiques constitue un deuxième défi majeur. Bien sûr le fondamentalisme musulman reste sur sa lancée et continue à alimenter la « grande peur de l'occident ». Il ne va pas disparaître du jour au lendemain. Bien sûr les Etats musulmans, comme leur nom l'indique, font de l'Islam une religion d'Etat. Le modèle kémaliste de la laïcité est lui-même malmené en Turquie. Mais là encore les évolutions récentes du monde peuvent ouvrir des perspectives intéressantes.

Le renouveau religieux musulman a été érigé en barrière contre le communisme. Et il faut bien avouer que ce rempart naturel a été assez efficace. Il serait donc mal venu de condamner ce qui a été fait ou accepté alors que le modèle soviétique a fait faillite. L'Islam a aussi fait figure de religion de combat et de signe de ralliement dans la cause antisioniste. Les évolutions, même trop lentes de l'intégration d'Israël dans son environnement constituent donc un facteur d'apaisement. La lutte des Etats progressistes ou de l'Iran contre les USA a distillé partout l'idée que le géant américain était responsable de tous les maux. L'Islam a aussi été érigé en instrument

de rejet du modèle de développement occidental. Le fait que les USA aient remporté leur bras de fer avec l'URSS et demeurent, sans doute pour encore de longues années, la seule et unique puissance mondiale, devrait sans doute inspirer un peu plus de réalisme politique à ceux qui pensait vivre durablement en marge des circuits économiques et politiques contrôlés par le « grand Satan ». Enfin, la constitution d'une Europe élargie aux anciens pays de l'est et le partenariat possible avec elle ouvrent également des perspectives qu'une trop forte utilisation de l'islam contre d'Occident ne favorise pas.

Le dernier défi actuellement posé aux Etats musulmans est bien évidemment économique. Il n'est nullement besoin de longs développements pour qu'apparaissent en toute clarté l'urgence qu'il y a pour nombre de pays d'orienter leurs ressources vers des investissements d'avenir.

Pour les plus pauvres, la fin des surenchères entre les deux blocs dégagent au profit de la société civile des ressources qui avaient été monopolisées par un pied de guerre outrancier. Le rééquilibrage des comptes publics, la réorientation des ressources vers les secteurs aujourd'hui sinistrés de l'éducation, des infrastructures, et de l'investissement productif sont des impératifs.

Quant aux surplus financiers dégagés par les plus riches, même s'ils sont aujourd'hui beaucoup moins opulents qu'au début des années 80, ils doivent pouvoir fournir les capitaux nécessaires aux investissements précédemment cités. Le rayonnement durable des monarchies du golfe auprès de leurs voisins moins bien lotis comme l'Egypte, la Jordanie ou le Pakistan, en passe par là. L'intégration d'Israël dans l'ensemble des échanges de la région est aussi susceptible de donner un coup de pouce très appréciable

L'absence de réponse rapide aux problèmes économiques serait synonyme d'explosion, de révolution fondamentaliste et sans doute d'aventurisme diplomatique. La pression démographique ne laisse guère de temps. Le dynamisme et la longue tradition des arabes dans le domaine du commerce sont des atouts de taille pour relever les défis économiques. Les succès de plus en plus nombreux de la diaspora palestinienne, par exemple, montrent l'étendue des talents dont disposent ces peuples. La situation géographique de l'ensemble musulman, point de contact entre l'Occident développé et une Asie en pleine croissance constitue un atout de plus. Le développement de liens économiques plus étroits avec l'Indonésie ou plus partiellement la Malaisie, tous deux fortement islamisés peut en être le moyen.

2.3 : Le prosélytisme d'Etat

Pour que les perspectives de stabilisation décrites plus haut aient quelques chances de se concrétiser, il faut aussi que se tempèrent des habitudes prises par des Etats comme l'Iran, l'Arabie Saoudite, le Maroc, ou la Libye, d'entretenir un réseau plus ou moins officiel de prosélytisme religieux et politique. L'islam recèle en lui-même des divisions profondes issues de traditions religieuses opposées, d'ambitions nationales contraires, et de standards de développement très éloignés. Une ligne de fracture existe entre la majorité sunnite (Indonésie, Arabie saoudite, Egypte) et les minorités souvent très influentes dans certains pays : chiites (Iran, Irak, Yémen), alaoutites (Syrie), ibadites (Oman), ismaéliens (Pakistan). D'autres points de rupture

apparaissent entre les peuples arabes et d'autres nations historiques : turcs, indo-européens, perses, asiatiques, africains, kabyles et autres.

Les réseaux entretenus dans le monde musulman sont essentiellement confessionnels au moins dans leur raison sociale officielle. L'idéologie qu'ils véhiculent, souvent radicale dans son approche des relations sociales, se développe hors de tout contrôle. Les couches sociales les plus défavorisées sont particulièrement perméables à leur discours. Imprégnés de l'idée que les maux dont sont accablés les musulmans résultent du manque de foi et de la perversion de l'islam officiel et ne sont que le juste châtement d'Allah envers un peuple trop tiède ou infidèle, ces réseaux distillent un discours incitant à défier les structures en place, et à revendiquer une application plus rigoureuse de la loi du Prophète.

De telles revendications sont difficiles à juger de l'extérieur. Il est sûr que le retour à une pratique plus stricte des préceptes religieux ne constituera pas à lui seul une réponse aux besoins d'éducation, au manque de travail et aux problèmes de développement. Si, néanmoins, les peuples musulmans trouvent là le ciment social leur permettant d'affronter dans de meilleures conditions les décennies prochaines, pourquoi pas.

La dérive de ce discours vers des modes d'action belliqueux, extrémistes, révolutionnaires ou terroristes ne sauraient pourtant être admissibles. Une première prise de conscience du problème semble s'être opérée lors du sommet de Charm-el-Cheikh de mars 1996.

*

* *

La décennie en cours marque indéniablement un tournant. Le décor qui a façonné le monde musulman depuis cinquante ans a été très largement renouvelé. De nombreux éléments favorables se dégagent de la disparition des antagonismes est/ouest. Comme partout ailleurs, leur disparition a éliminé des points de repère familiers. Les relations entre Israël et les palestiniens constituent néanmoins la clé de voûte de l'édifice diplomatique à construire.

CONCLUSION

Beaucoup d'autres faits, beaucoup d'autres évolutions auraient pu être analysés au cours de cette étude tant sont complexes les courants qui traversent aujourd'hui le monde musulman. Les quelques jalons qui ont été plantés ici ont pour seule ambition de mettre en perspective les évolutions récentes et donner conscience des enjeux présents.

La géopolitique du Moyen-Orient se redessine sous nos yeux à grande vitesse et le temps qui court ne doit pas être gâché.

Les Etats Unis d'Amérique, par la stature inégalée de leur puissance actuelle, assument une responsabilité centrale dans cette région du monde.

Leurs relations privilégiées avec Israël ne doivent pas les rendre aveugles. Un bon ami mérite parfois d'être rudoyé. Or les quelques petites phrases désobligeantes du secrétaire d'Etat américain, Madame Madeleine Albright, à l'encontre du gouvernement Natanyahou, lors de sa tournée au Moyen-Orient en septembre 1997 sont bien peu de choses. Par réalisme politique, les gouvernements arabes ont été portés à reconnaître le fait israélien. Yasser Arafat a pris un risque considérable en se lançant dans cette marche progressive et difficile de la reconnaissance mutuelle. Aussi faut-il qu'Israël franchisse lui aussi une partie du chemin et cesse les provocations que constitue l'implantation de nouvelles colonies. Préserver l'équilibre entre le nombre des morts des uns et des autres ne saurait être érigé en règle de gouvernement. La loi du Talion n'est pas la bonne recette, car Raymond Aron le rappelait, les maux ne se compensent jamais, ils s'ajoutent.

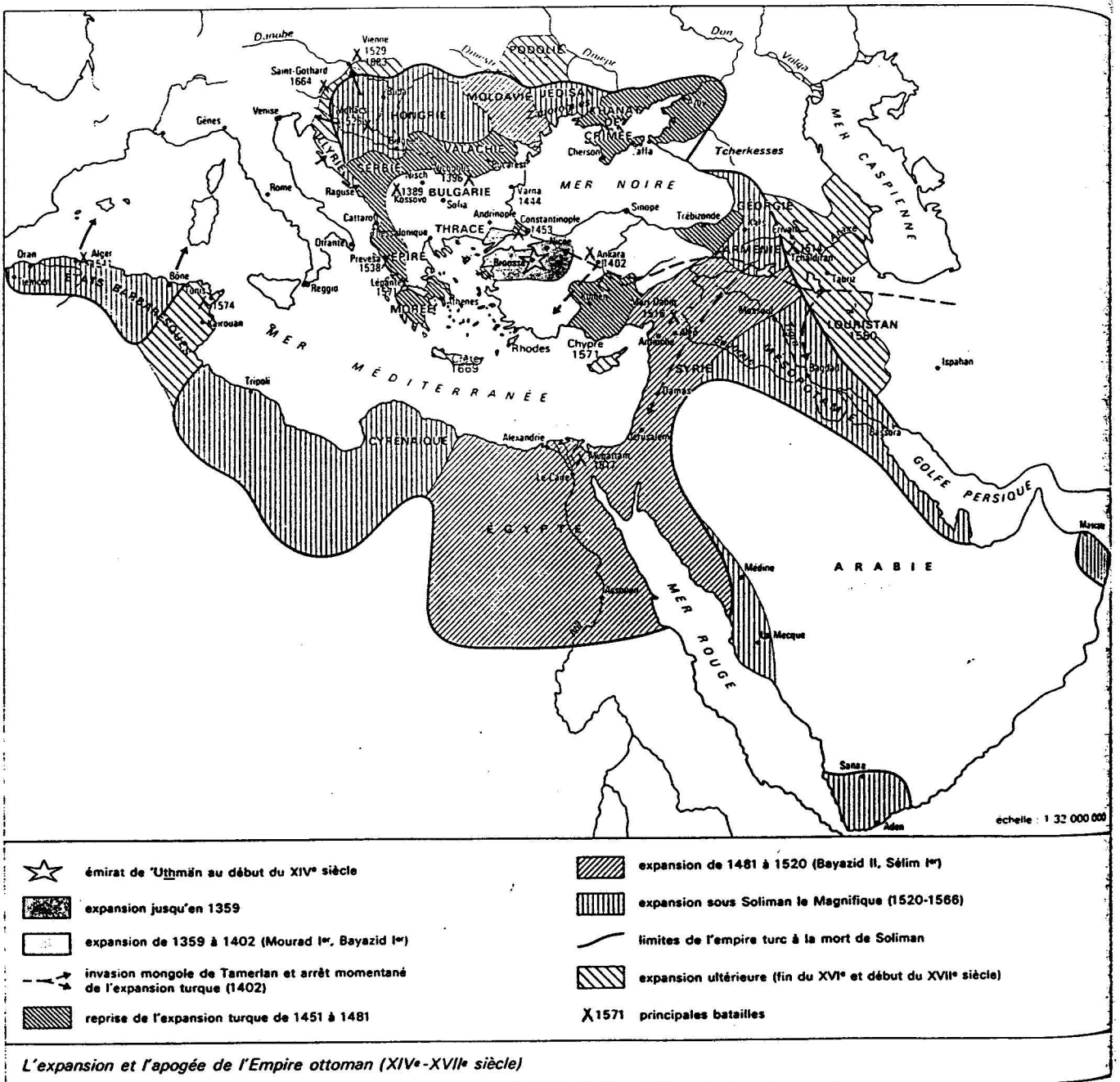
Leur écrasante victoire sur l'Irak ne doit pas non plus leur permettre de maintenir un embargo de plus en plus incompréhensible contre ce pays. Les intérêts pétroliers de l'Arabie Saoudite et l'avantage que procure leur présence militaire massive dans le royaume ne sauraient là non plus occulter les souffrances d'un peuple.

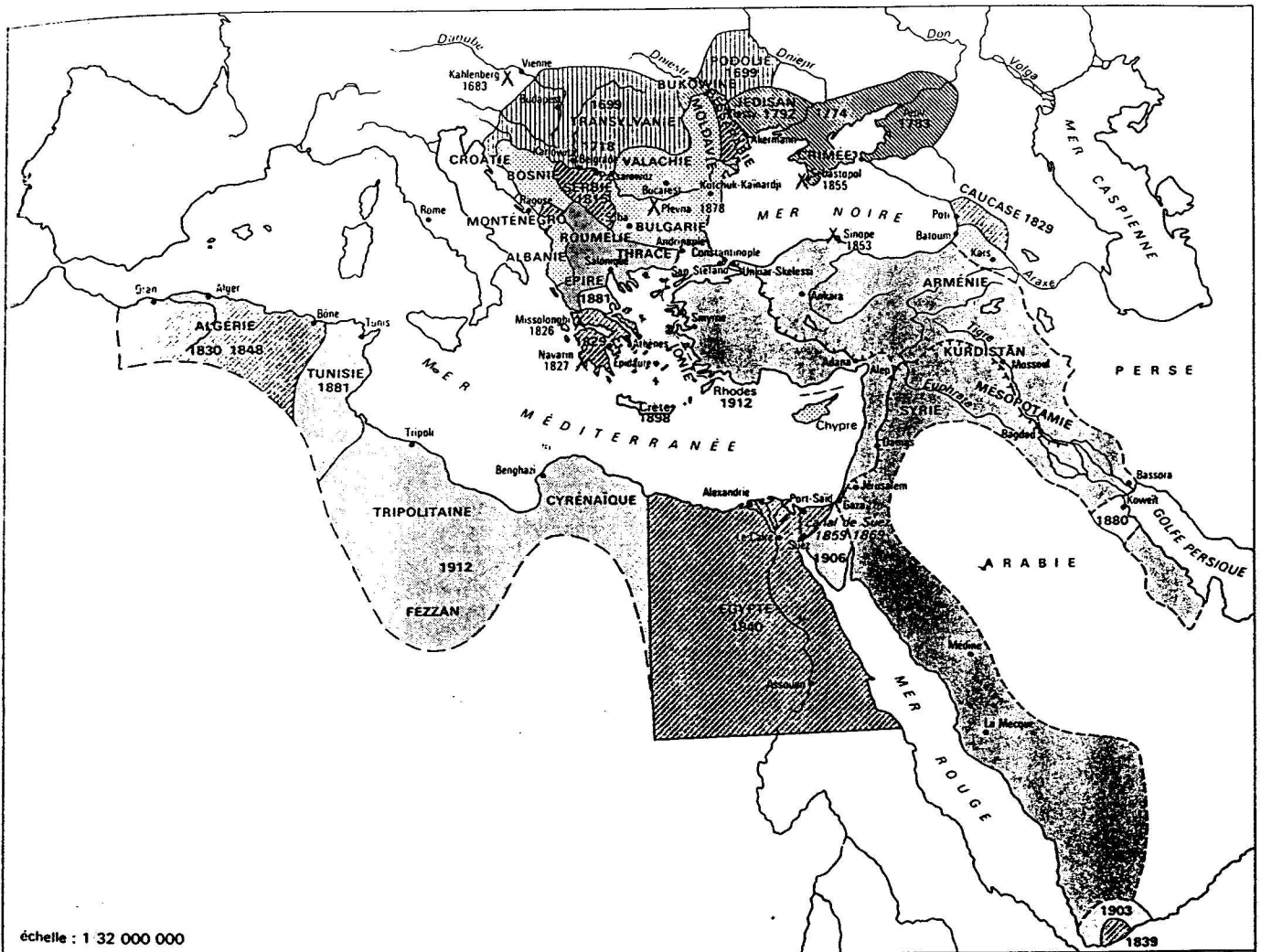
Les intérêts économiques, le libre jeu du libéralisme et du libre échange, ne doivent pas enfin leur faire oublier que les pays musulmans les plus pauvres vont avoir besoin d'aides financières, d'assistance technique, de transferts de technologies pour assurer le développement qui garantira leur stabilité.

Quant à l'Europe, toute à sa monnaie unique, toute à son élargissement, toute à son chômage, elle ne doit pas oublier non plus qu'elle peut faire entendre une voix différente et attendue dans le monde musulman. La coopération méditerranéenne doit s'ouvrir concrètement et rapidement, avec les moyens à la mesure des enjeux. Il en va de sa sécurité, de sa prospérité et de sa bonne entente avec un espace resté rétif à son égard depuis les tragiques épisodes des croisades et de la colonisation

Paris, le 12 décembre 1997

ANNEXE 1 : Cartes de l'expansion, de l'apogée et du recul de l'empire ottoman





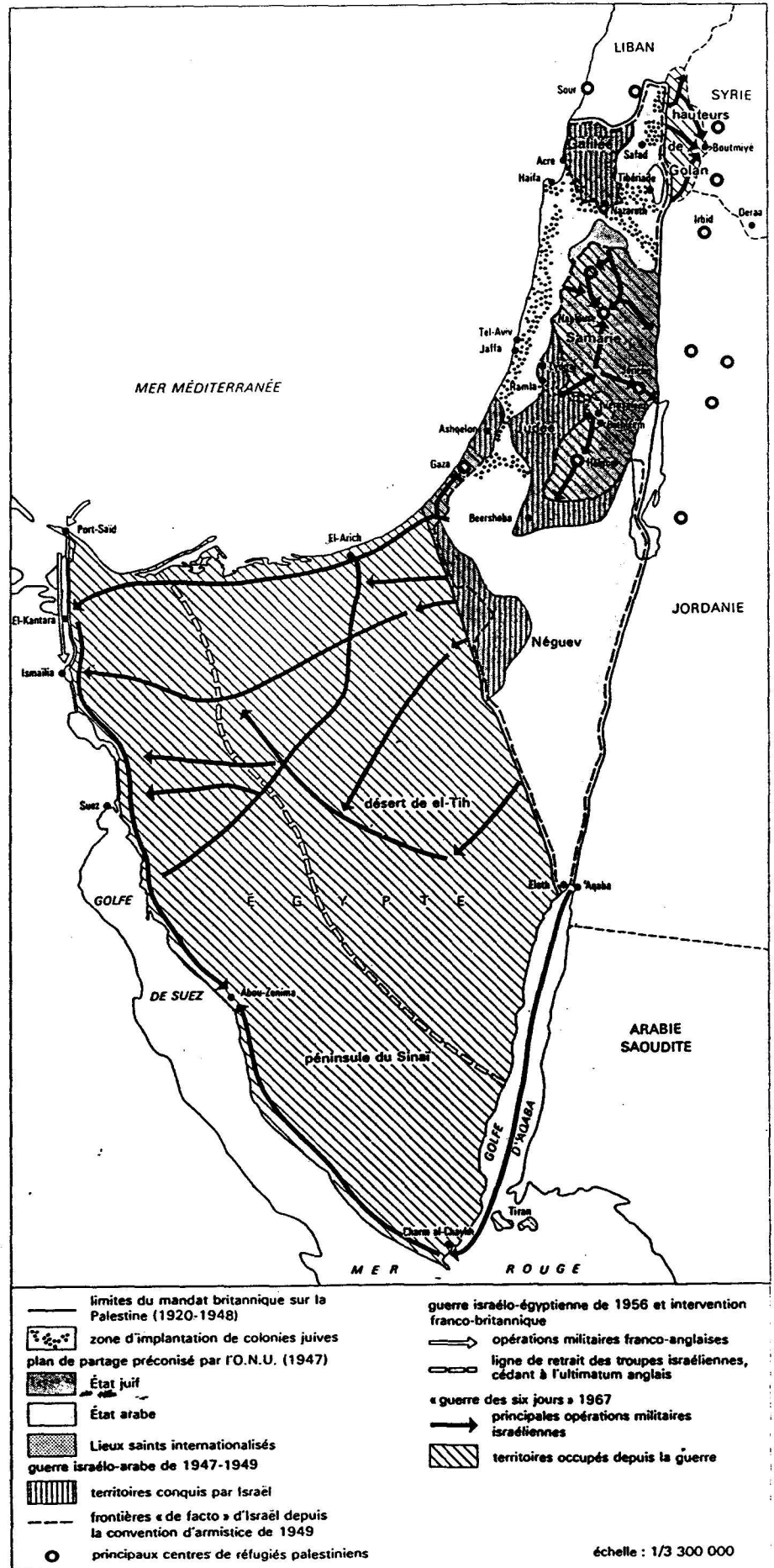
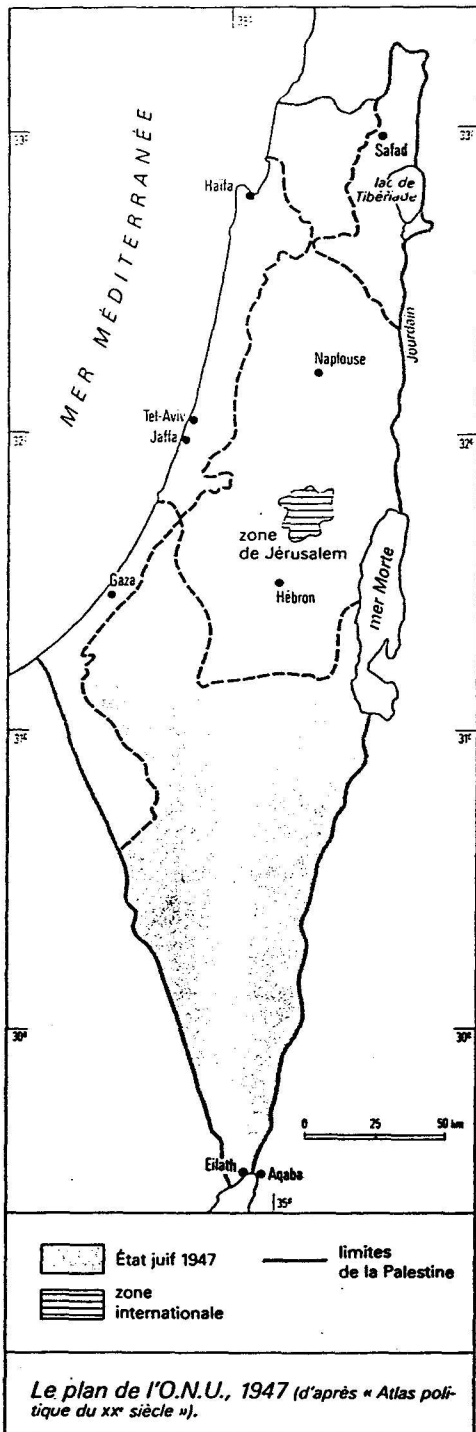
échelle : 1 32 000 000

Les étapes du recul de l'Empire ottoman :

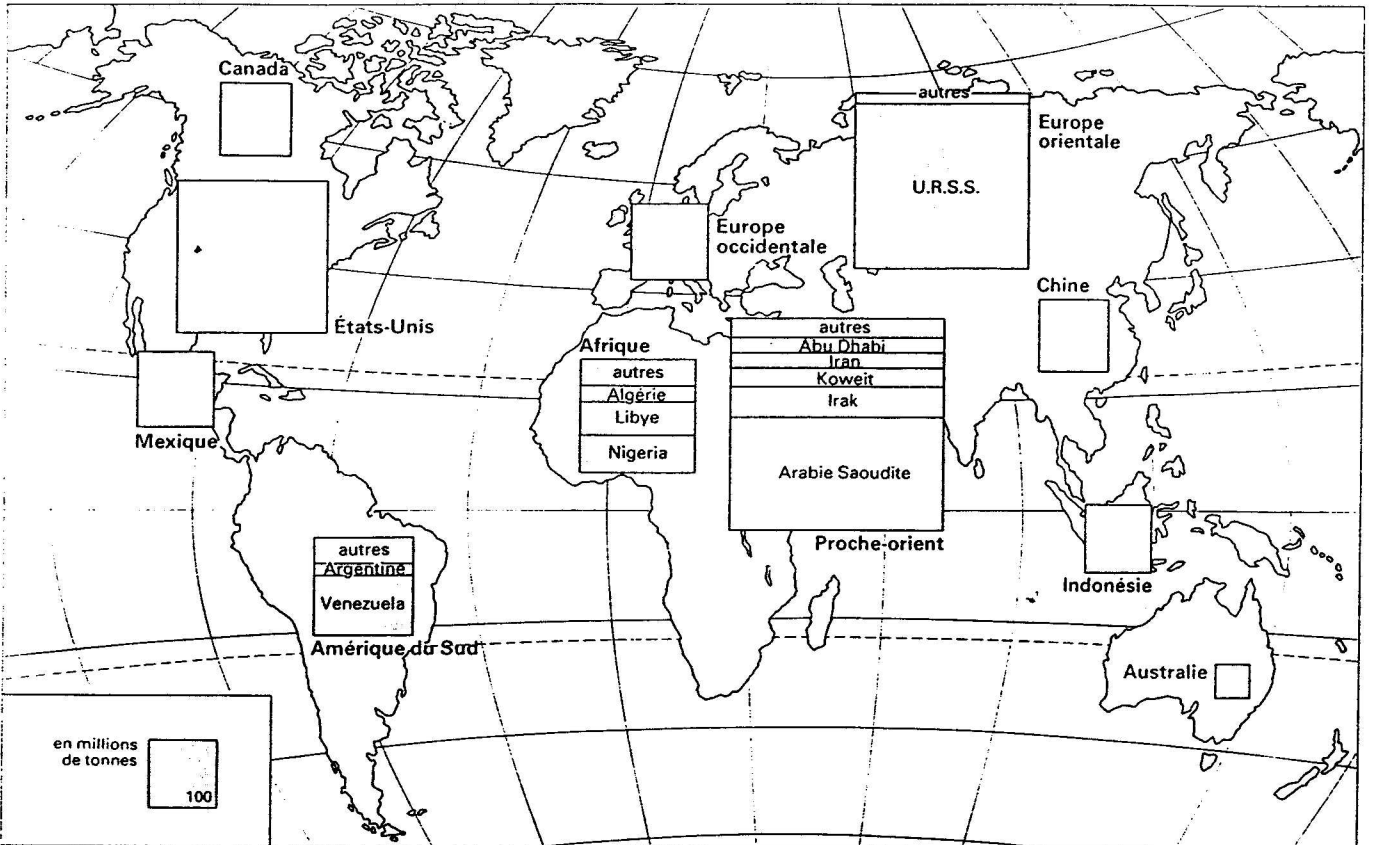
- à la fin du XVII^e et au début du XVIII^e siècle (traité de Karlowitz, 1699; Passarowitz, 1718; etc.)
- à la fin du XVIII^e siècle (traité de Kutchuk-Kainardji, 1774, et ses suites)
- dans la première moitié du XIX^e siècle
- au Congrès de Berlin de 1878
- de 1878 à 1912
- lors des guerres balkaniques de 1912-1913
- l'Empire ottoman et ses limites en 1914
- projet germano-turc de chemin de fer de Bagdad (Bagdadbahn)
- principales batailles

Le recul de l'Empire ottoman, 1699-1914

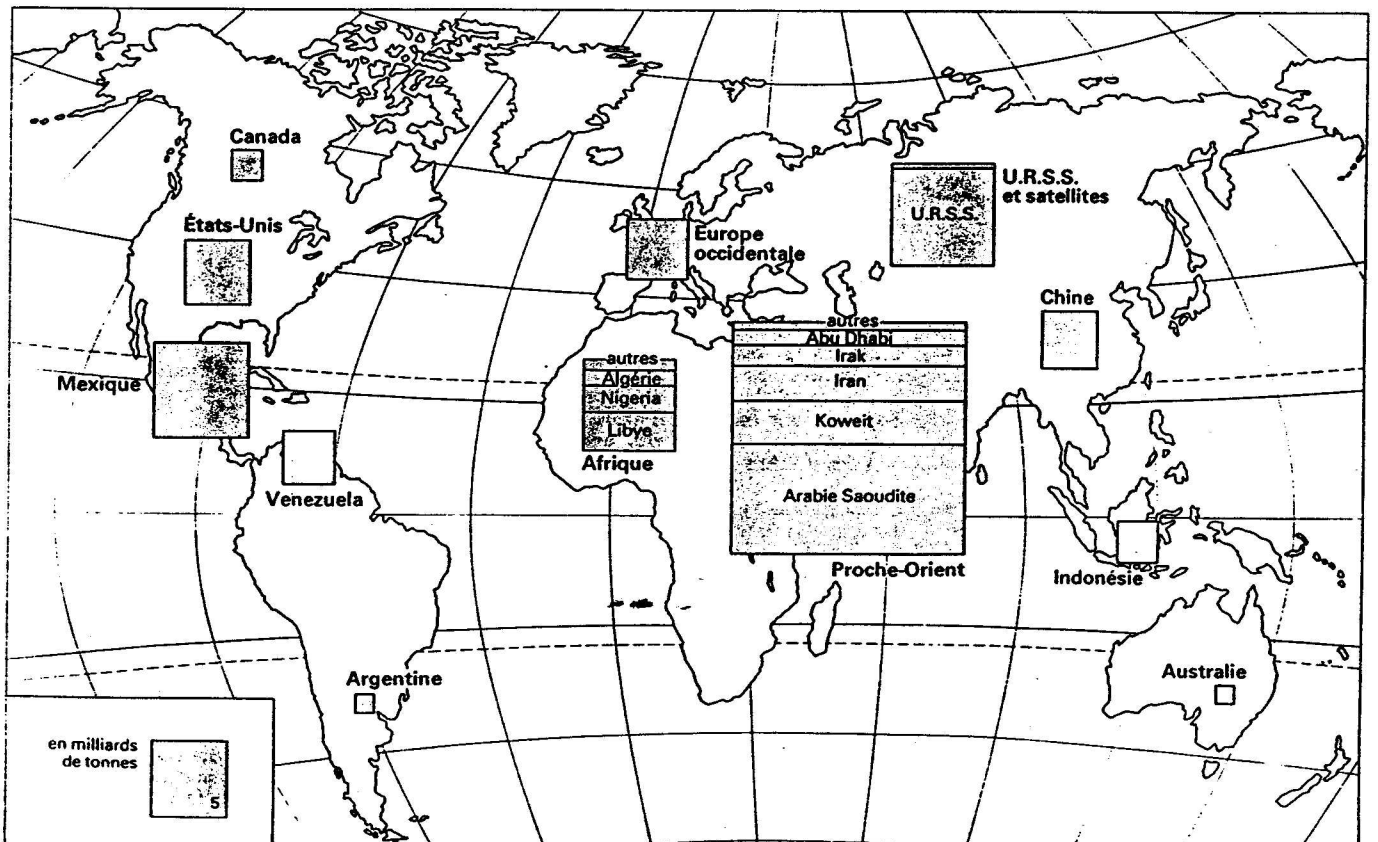
ANNEXE 2 : Cartes de l'Etat juif selon le plan de l'ONU de 1947, et de la formation territoriale d'Israël



ANNEXE 3 : Carte de la géographie du pétrole (production et réserves mondiales en 1980)



Production de pétrole brut dans le monde, en 1980 (d'après « Pétrole 80 », Comité professionnel du pétrole, Paris).



ANNEXE 4 : L'islam chiïte aujourd'hui

